

<https://acdn.net/spip/spip.php?article404>



Le monde se prépare à entrer dans une nouvelle ère nucléaire dangereuse

- Accueil - Actualités - Autres sources -

Date de mise en ligne : mardi 8 avril 2008

Copyright © www.acdn.net - Tous droits réservés

Ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand de 1998 à 2005, Joschka Fischer a été le chef de file des Verts en Allemagne durant presque vingt ans. Il exprime son inquiétude sur « l'avenir nucléaire » de la planète.

Les hommes adorent éviter des dangers abstraits, mais ils ne réagissent vraiment qu'après s'être brûlé les doigts. Toutefois, concernant la gestion des risques nucléaires, nous pourrions difficilement nous en tirer avec un comportement aussi puéril.

Tout d'abord, il faut rappeler que la vieille politique de la dissuasion nucléaire, qui perdure principalement aux États-Unis et en Russie depuis la fin de la guerre froide, n'est pas sans risques. La population mondiale l'ignore en grande partie, mais les dangers sont réels.

Certes, dans les années 1990, les États-Unis et la Russie ont réduit leurs arsenaux militaires nucléaires, passant de 65 000 armes à 26 000 environ, mais ce nombre reste encore incroyablement supérieur à toute proportion rationnellement nécessaire à des fins de dissuasion. En outre, on recense près d'un millier d'armes supplémentaires aux mains d'autres puissances nucléaires.

Autre raison de s'inquiéter, le monde se prépare à entrer dans une nouvelle ère nucléaire qui risque de se révéler encore plus dangereuse et onéreuse que durant la guerre froide, à l'époque de la « destruction mutuelle assurée » (MAD, mutually assured destruction). À vrai dire, les grandes lignes de cette nouvelle ère nucléaire apparaissent déjà clairement :

relation entre terrorisme et armes nucléaires ;

détention d'armes nucléaires par la Corée du Nord ;

risque d'une course aux armes nucléaires au Moyen-Orient, déclenchée par le programme nucléaire iranien ;

nouvelle définition de la souveraineté d'État en « souveraineté nucléaire », accompagnée par une augmentation massive du nombre de puissances nucléaires petites ou moyennes ;

effondrement possible de l'ordre public au Pakistan (qui dispose de l'arme atomique) ;

prolifération illégale de la technologie nucléaire militaire ;

prolifération légale de la technologie nucléaire civile et l'augmentation du nombre d'États nucléaires « civils », impliquant des risques de prolifération militaire ;

nucléarisation de l'espace, entraînant une course entre les grandes puissances nucléaires.

Les grands leaders politiques, notamment ceux des deux principales puissances nucléaires (États-Unis et Russie), ne savent que trop bien les risques d'aujourd'hui et connaissent ceux de demain. Pourtant, rien n'est fait pour les

contrôler, les limiter ou les éliminer. Au contraire, la situation ne fait que s'aggraver.

Certains éléments clés des anciens systèmes de contrôle et d'antiprolifération des armes nucléaires ont été soit éliminés comme ce fut le cas du traité antimissiles balistiques (AMB) soit considérablement affaiblis, comme avec le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

La responsabilité en incombe en grande partie à l'Administration Bush qui, en mettant fin au traité AMB, a non seulement affaibli les systèmes internationaux de contrôle des armes nucléaires, mais a en outre refusé d'agir face à l'effondrement imminent du TNP.

En ce début de XXI^e siècle, la prolifération de la technologie nucléaire militaire est l'une des principales menaces qui pèsent sur l'humanité, notamment au cas où elle tomberait aux mains de terroristes. L'utilisation d'armes nucléaires par des terroristes représenterait non seulement une catastrophe humanitaire majeure, mais elle risquerait en outre de faire basculer le monde dans une véritable guerre nucléaire. Les conséquences seraient catastrophiques.

La redéfinition de la souveraineté d'État est presque aussi inquiétante, car elle va entraîner non seulement une augmentation du nombre de petites puissances nucléaires politiquement instables, mais aussi un risque accru de prolifération des armes aux mains de terroristes. Le Pakistan risquerait de ne plus être un cas isolé.

Une initiative internationale pour le renouvellement et l'amélioration du régime international de contrôle, avec les deux grandes puissances nucléaires à sa tête, est de toute urgence nécessaire afin de prévenir ces risques, ainsi que tous les autres de la nouvelle ère nucléaire. Car, si un désarmement doit avoir lieu, le signal doit venir d'en haut des États-Unis et de la Russie. La volonté des puissances nucléaires de respecter les engagements pris en faveur du désarmement, comme pour le TNP, est ici de première importance.

Le TNP véritable socle de la paix durant trois décennies repose sur un accord politique entre les États disposant de l'arme atomique et ceux qui ne l'ont pas : ces derniers s'abstiennent de se procurer des armes nucléaires et les premiers s'engagent à détruire leurs arsenaux. Malheureusement, si la première partie de l'accord a été respectée (du moins, en partie), la deuxième attend encore d'être mise en application.

Le TNP demeure indispensable et nécessite une révision urgente. Pourtant, ce pilier central du contrôle de la prolifération internationale est sur le point de s'effondrer. La dernière conférence d'examen, qui a eu lieu à New York en mai 2005, n'a eu quasiment aucun résultat.

Le principal défaut du TNP ressort aujourd'hui dans le conflit qui oppose l'Iran au Conseil de sécurité des Nations unies : le traité permet le développement de tout composant nucléaire indispensable à une utilisation militaire notamment l'enrichissement d'uranium tant qu'il n'existe pas de programme d'armement nucléaire clair. Cela implique que, dans les pays nucléaires émergents, il suffit d'une simple et unique décision politique pour transformer un programme nucléaire en programme d'armement. Ce type de « sécurité » est, bien entendu, insuffisant.

Un autre sujet controversé est également apparu dans la discussion actuelle autour du nucléaire iranien : la non-discrimination de l'accès à la technologie nucléaire. La résolution de ce problème nécessitera l'internationalisation de l'accès au nucléaire civil, mais aussi la résolution des failles de sécurité du TNP actuel et un accroissement considérable de la surveillance de tout État souhaitant avoir accès à cette technologie.

Les dirigeants du monde entier connaissent les dangers d'une nouvelle ère nucléaire, mais ils savent aussi comment les réduire. Il manque cependant la volonté politique d'agir de manière efficace, car le public ne considère pas le

désarmement et le contrôle des armes nucléaires comme une priorité politique.

Il faut que cela change. Le désarmement nucléaire et la non-prolifération de l'arme atomique ne sont pas des questions du passé. Il faut les résoudre dès aujourd'hui si l'on ne souhaite pas qu'elles deviennent les menaces les plus dangereuses de demain.

Source : lefigaro.fr 07/04/2008

© [Project Syndicate/Institute for Human Sciences](http://ProjectSyndicate.org), 2008.

Note d'ACDN

La situation est bien telle que M. Joshka Fischer la décrit. Toutefois, sa conclusion nous semble discutable.

"L'accès à la technologie nucléaire" étant précisément à l'origine du problème, il faut, certes "internationaliser le problème", c'est-à-dire lui chercher et lui trouver une solution internationale. Mais ce n'est pas en internationalisant un peu plus l'accès lui-même à la technologie nucléaire qu'on résoudra le problème. On ne fera, au contraire, que l'aggraver.

La seule solution à terme, c'est le renoncement généralisé, universel, au nucléaire civil comme au nucléaire militaire : par ceux qui n'ont encore ni l'un ni l'autre, mais aussi par ceux qui ont l'un ou l'autre ou les deux. Si la communauté internationale doit s'emparer du sujet, c'est plutôt pour imposer la non-discrimination dans ce sens-là. Car comme le dit M. Joshka Fischer, "il suffit d'une simple et unique décision politique pour transformer un programme nucléaire en programme d'armement". Et aucun accroissement, même "considérable" de la "surveillance de tout État souhaitant avoir accès à cette technologie" ne permettra jamais de boucher les "failles de sécurité du TNP actuel".

En prévoyant de diffuser la technologie nucléaire, le TNP actuel est à l'origine de sa propre faillite. Mais ce n'est pas en s'obstinant dans une voie sans issue qu'on en trouvera la sortie. Il faut faire demi-tour. Mis à part certains usages spécifiquement déterminés (médicaux par exemple), il faut renoncer à l'énergie nucléaire sous sa double forme, militaire et civile. Pour assurer la sécurité internationale, il faut éliminer toutes les armes nucléaires ou radioactives. Pour répondre durablement aux besoins mondiaux en énergie, il faut multiplier les économies d'énergie et recourir aux énergies propres et renouvelables, dont l'énergie nucléaire ne fait pas partie. Le TNP doit être modifié en conséquence, les missions de l'AIEA doivent l'être aussi.